



République Française - Liberté - Egalité - Fraternité

Département des Alpes de Haute-Provence

ELECTIONS LEGISLATIVES DE MARS 1978

1ère CIRCONSCRIPTION

Pierre RINALDI

Henri SAVORNIN



Candidats du Rassemblement pour la République et d'Union pour la Majorité

(soutenus par le Parti Républicain, Parti du Président de la République)

Electrices, Electeurs, Alpains de Haute-Provence,

NOUS VOUS PARLERONS TOUT D'ABORD DE NOTRE DEPARTEMENT.

Nous y sommes nés. Nous y vivons et nous entendons le protéger tout en l'ouvrant à une activité économique plus large et mieux équilibrée.

Le combat que nous avons engagé, nous l'avons placé depuis des années sur le terrain politique, mais aussi et surtout sur le terrain de l'efficacité. Les réalisations que nous avons menées à bien en tant que Maires sont là pour le prouver. Placés comme nous le sommes, l'un vivant dans l'arrière pays et animant la Fédération Française d'Economie Montagnarde, l'autre confronté en tant que Maire du Chef-lieu aux problèmes spécifiquement urbains, notre complémentarité est certaine et doit nous permettre d'exercer le mandat de Député sur place et à Paris avec le maximum de réussite tout en donnant à notre département une représentation parlementaire plus conforme à ses désirs.

Nous vous rappellerons simplement notre programme qui comporte quatre grandes directions.

● **MAINTENIR L'EMPLOI**

40 ans de "socialisme" dans notre Département n'ont pas permis d'enrayer d'une part l'exode rural et d'autre part d'orienter notre économie vers le maintien des activités dans la plupart de nos Chef-lieux de cantons. On s'est contenté de profiter des grands chantiers des aménagements E.D.F. et l'on n'a recherché aucune solution de rechange, une fois ces chantiers terminés. La libre entreprise, principalement petite et moyenne doit être réencouragée dans ce département, en utilisant mieux les aides et les incitations de l'Etat et en les complétant par des incitations locales (logements - infrastructures - énergie réservée, etc...) Seule ces entreprises prospères, dans un régime de libertés, assureront à la fois l'emploi et le maintien sur place de notre jeunesse.

● **L'EQUILIBRE ET LA SOLIDARITE DES VILLES ET LE MILIEU RURAL**

Le Développement des villes ne doit pas se faire au détriment des villages qui les entourent. C'est donc dans le cadre d'une politique d'ensemble que peut être sauvé cet équilibre ainsi que par la recherche de moyens astucieux permettant par exemple de conserver à la fois un travail à mi-temps dans les villes pour un jeune agriculteur ou artisan qui continuerait également son activité propre en milieu rural ou villageois.

● **LE ROLE DU DEPUTE**

Il doit être la véritable courroie de transmission entre sa circonscription et PARIS afin de faire profiter notre département du maximum d'aides aux projets préalablement établis. Mais la recherche sérieuse et suivie de financements demande tout d'abord qu'on y croie et que l'on s'y attelle vigoureusement sans esprit partisan et sans pour autant avoir un complexe de département assisté. C'est ce qu'ont compris depuis longtemps nos voisins des Hautes-Alpes.

● **LA QUALITE DE LA VIE**

Dans notre département la qualité de la vie doit être comprise en premier lieu comme nous revenant de droit et en toute dignité. Cette qualité orientera de plus en plus le choix des jeunes générations pour se maintenir sur notre sol. Cette notion, à leurs yeux déjà, est au moins aussi importante, sinon plus, que celle de "standing de vie" où la notion de consommation ne doit pas apparaître comme un but de l'existence mais seulement comme un moyen d'exister, lié au travail. C'est-à-dire à l'augmentation de notre produit national brut, dans une Société libérale, telle que nous voulons la sauvegarder tout en l'améliorant.

Tout cela ne peut se faire qu'à partir d'une volonté politique susceptible de faire jouer en notre faveur l'heureux effet de la solidarité nationale.

Cette solidarité se manifestera par un juste retour des choses, par une meilleure répartition des hommes et des richesses sur le territoire national.

La volonté politique au plus haut niveau ne suffit pas et c'est de la participation des Alpains de Haute-Provence que naîtra les conditions de succès de notre légitime ambition.

C'est à cette tâche que nous vous convions.

ET MAINTENANT NOUS VOULONS VOUS PARLER DE LA FRANCE.

Nous nous trouvons dans une période, dans une situation où nous avons à affronter de grandes difficultés qui une fois encore demanderont aux Françaises et aux Français beaucoup d'énergie, de volonté, de responsabilité et de tenacité.

Il y a comme cela dans notre histoire des périodes où nous devons relever de grands défis et où nous les relevons bien ou mal.

Il y a eu entre les deux guerres mondiales cet extraordinaire défi que nous a lancé la montée du Nazisme et l'inconscience ou l'insouciance de nos dirigeants de l'époque qui ne nous a pas permis de le relever et il a fallu que le 18 Juin 1940 pratiquement seul, le Général DE GAULLE reprenne en mains la situation pour que quelques années ensuite, après avoir versé tant de sang et tant de larmes, nous puissions redevenir droits et être digne de la place qui a été la nôtre dans l'histoire.

Il y a eu ce défi de l'année 1958, c'est-à-dire la fin d'une période de décadence. Une période où ces hommes mêmes MM. DEFFERRE, MITTERAND qui aujourd'hui prétendent nous donner des leçons et prendre la responsabilité du pouvoir nous avaient conduits jusqu'au bord du gouffre. Une période où la France était à genoux, humiliée, où elle n'était pas développée, où elle devait par des Premiers Ministres ou des Présidents du Conseil qui changeaient toutes les trois semaines, aller mendier ses échéances à l'étranger et même en Allemagne.

Mais quelle honte de voir que ces hommes qui à cette époque avaient pris les responsabilités les plus éminentes, sont ceux-là mêmes qui aujourd'hui prétendent à nouveau rediriger la France.

Ce défi à l'époque le Général DE GAULLE l'a relevé. Il l'a relevé avec l'ensemble du peuple Français et le bilan de son action est un des plus impressionnant de notre époque contemporaine par les réformes qu'il a engendrées.

Et nous voilà confrontés aujourd'hui à un nouveau défi, car ne nous leurrions pas, nous sommes à la veille d'un de ces moments où le destin d'un peuple se joue, où le sort d'une société peut basculer. Ce qui est en question les 12 et 19 MARS 1978 c'est, bien davantage que l'élection des députés, de savoir si la France dont le nom est pour tant de nations, le symbole de la liberté et du refus de l'arbitraire, si la France de la mesure et de la raison peut sombrer dans la confusion d'abord, dans le collectivisme ensuite.

Citoyens et citoyennes des Alpes de Haute-Provence, vous avez le 12 Mars 1978 rendez-vous avec l'Histoire. Au moment grave entre tous où il faudra choisir, souvenez-vous que les nations comme les hommes sont mortelles. Comme eux, elles peuvent mourir, de ne pas avoir su être clairvoyantes, de ne pas s'être défendues.

Vous Alpains de Haute-Provence qui avez reçu en partage une France fière et libre, qui l'avez enrichie de votre enthousiasme et de votre labeur, ne l'abandonnez pas, demain à l'aventure, ne la liez pas à la tempête.

OUI, Alpains de Haute-Provence, vous savez ce qu'est le courage.

Et le courage le 12 MARS 1978, c'est de relever l'immense défi que jette à la France l'entreprise collectiviste.

A vous l'audace,

A vous la résolution,

OUI, nous devons gagner.

Nous gagnerons ensemble cette bataille de France, Vive les Alpes de Haute-Provence, Vive la République, Vive la France.

VU LES CANDIDATS :

Pierre RINALDI

MAIRE DE DIGNE

Conseiller Général des Alpes de Haute-Provence

Conseiller Régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur

Membre du Comité Directeur de

l'Association des Maires de France

Henri SAVORNIN

MAIRE DE MONTCLAR

Conseiller Général des Alpes de Haute-Provence

Vice-Président de la FEDERATION FRANCAISE

DE L'ECONOMIE MONTAGNARDE

Président de la FEDERATION des Centres Familiaux de Vacances